

# DSK2007

## VERBATIM

### JAPY

Mes amis, je veux d'abord remercier Danièle Hoffmann et Jean-Paul Huchon pour les paroles aimables – mais justes – qu'ils ont prononcées, et aussi tous ceux qui ont organisé la réunion de ce soir. Je pense notamment à Jean-Paul Planchou, et à quelques autres. Je veux saluer le patron des socialistes parisiens, Patrick Bloche, qui m'a envoyé un petit mot pour me dire que, malheureusement, il ne pourrait pas être avec nous ce soir. Et saluer aussi le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui fait respirer cette ville, quand ses prédécesseurs l'avaient transformée en musée.

Nous sommes, Danièle Hoffmann l'a dit tout à l'heure en quelques mots, dans un lieu particulier. Ce gymnase Japy, beaucoup d'entre vous le savaient déjà et d'autres l'ont appris en l'écoutant, en 1899, en pleine affaire Dreyfus, est le lieu où s'est réuni le congrès de l'unité des socialistes. C'est vrai que cette tentative a été un échec, et qu'il en est sorti deux partis socialistes. Mais malgré cela, le gymnase est resté célèbre dans la mémoire de générations de socialistes. Parce qu'ici, sous ces poutrelles, celles-là mêmes que vous voyez aujourd'hui, ont tonné les voix de Jaurès, de Vaillant, de Lafargue, quand ils débattaient contre le lyrisme prophétique de Jules Guesde.

C'est ici, dans ce gymnase, que l'Internationale a été entonnée pour la première fois à la fin d'une réunion socialiste.

C'est ici, à l'endroit où vous êtes assis, qu'a été fêtée un soir de 1924 la victoire du Cartel des gauches, et la victoire de Léon Blum, porté en triomphe par le peuple de Paris, parce qu'il était élu de cette circonscription.

C'est cet endroit qui est devenu mythique pour la gauche, et dont l'air porte les acclamations d'un siècle d'espairs et de combats des socialistes.

Mais l'air, dans ce gymnase, porte aussi de lourds silences.

Comment ne pas penser, entre 1936 et la Libération, à ces jours de 1941, à l'angoisse des familles qui étaient rassemblées ici avant d'être convoyées vers Drancy, dans un premier pas vers la mort ? Comment ne pas penser au bruit des tampons, des machines à écrire, à ce bruit anodin du ronron de la machine policière française ? Comment ne pas penser, aussi, à la terreur des manifestants de Charonne, parqués ici à coups de crosse pendant qu'on assassinait, sur le boulevard à côté ?

Vous le voyez, ce lieu est aussi le lieu des grands fonds de notre histoire. Et pourtant, il n'a rien de monumental, rien d'exceptionnel. Et, dans la journée, les jeunes aujourd'hui, viennent y faire du sport.

Mais si j'ai voulu que nous nous réunissions ici, c'est parce que pour moi ce lieu n'est pas un lieu ordinaire. Japy nous montre que les grands drames humains, les grandes épopées humaines, n'ont pas besoin de décor. Que l'Histoire se suffit, parce qu'elle a un poids. Parce que les mots ont un sens.

Et ce que je voudrais, c'est que, dans ce rendez-vous que la France va avoir avec elle-même dans un an, elle se saisisse de l'aspiration à la vérité. Cette aspiration qui a guidé les pas de tous ceux qui se sont exprimés dans ce gymnase. Vérité dont la trahison, parfois, nous a coûté si cher.

Mais la vérité serait fade, serait froide, si ce n'était que la vérité. La vérité, elle a besoin d'être au service d'une cause. Et cette cause, celle que je vous propose, c'est celle d'une France généreuse.

Nous avons connu, au cours des vingt-cinq dernières années, de nombreuses élections présidentielles. Mais, depuis 1981, le débat entre deux visions de l'avenir, deux visions de la France, a été occulté. En 1988, parce que le deuxième tour, celui qui devait opposer la gauche à la droite, s'est en fait résolu dans un « non » à Chirac. C'était l'époque – heureuse – de la « tontonmania ». En 1995, parce que c'était la fin du mitterrandisme. Et en 2002, on le sait, parce que le « non » à Le Pen l'a emporté sur tout autre débat.

Mais de ce fait, depuis vingt-cinq ans, l'élection présidentielle n'a jamais été un vrai débat de fond dans notre pays, sur les choix que le peuple français voulait pour son avenir.

Au cours de ces vingt-cinq ans, bien sûr, il y a eu toutes sortes de thématiques pendant les élections présidentielles. Il y avait – ceux d'entre vous, comme moi, qui ont les cheveux blancs, s'en souviennent – « le changement dans la continuité ». Cela, c'était Giscard. Après, il y a eu la « Force tranquille », de François Mitterrand. Après il y a eu la « fracture sociale » de Chirac, et puis encore, ensuite, la lutte contre l'insécurité, du même Chirac.

Ce dont je suis convaincu, c'est que le débat de la prochaine élection présidentielle tournera autour de l'exigence de vérité pour une France plus généreuse. Vous me direz, « l'exigence de vérité, c'est quand même bien le moindre, cela fait partie du patrimoine des socialistes ». C'est vrai. Mais encore faut-il être capable de la respecter, et de mettre fin aux promesses sans lendemain.

Mais cette exigence-là, elle serait orpheline sans une autre, celle de la générosité. Générosité sans laquelle nous ne serions pas la gauche. Ce que je veux, c'est la vérité pour une France généreuse, la vérité pour la générosité. C'est comme cela que notre pays peut redevenir un modèle.

C'est comme cela que la France peut être une France qui rassemble. Pas une France qui oppose - ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas, les actifs et les

inactifs, les jeunes contre les vieux, les ruraux contre les villes et les centres-villes contre les banlieues !

A droite, ils ont réduit la France en miettes. Et maintenant, ils s'adressent à chacune de ces miettes, en disant : « oui, nous allons satisfaire vos revendications », catégorie par catégorie.

Je ne veux pas de cette France-là ! Je veux une France rassemblée. Et cette France, pour se rassembler, a besoin de se rassembler sur un objectif, sur une valeur, sur un projet. Ce projet, c'est la générosité. La générosité peut paraître à beaucoup d'entre vous comme un mot un peu vieux, un mot un peu oublié. Un mot parfois moqué. Un mot aujourd'hui bafoué par la politique de ce gouvernement. Et bien moi, je le reprends, et je vous le dis, ensemble, nous allons honorer la générosité.

Mes amis, nous ne construirons rien sur le mensonge, parce qu'il n'y a pas de bon mensonge, de sain mensonge, de mensonge qui vaille, en politique. Bien sûr, que de contrevérités assénées jour après jour dans tous les discours, à l'Assemblée Nationale et ailleurs ! Que de faux-semblants, affichés par les uns et par les autres ! Que de promesses bafouées !

Mais il faut que nous en soyons convaincus : ils nous mentent, ceux qui nous disent qu'il n'y a pas de place pour la France dans la mondialisation ! Ceux qui voudraient que nous changions, que nous nous fondions dans un modèle qui vaut partout ailleurs - peut-être - mais que nous ne voulons pas chez nous. Ce qu'ils veulent, c'est mettre fin à notre modèle social français. Mais nous tous, ici, nous ne le voulons pas !

Ils nous mentent, ceux qui nous disent qu'il n'y a pas d'autre solution pour intégrer les immigrés dans notre pays que d'accepter le communautarisme. Ce qu'ils veulent, c'est dissoudre la République ! Et nous, justement, nous ne le voulons pas.

Oui, ils nous mentent, ceux qui nous disent que les inégalités sont une contrepartie inévitable à la compétitivité. Ce qu'ils veulent, c'est oublier la justice, et cela non plus, nous ne le voulons pas.

Comme ils nous mentent, ceux qui nous disent que la France pourrait aller toute seule, sans l'Europe. Ce qu'ils veulent, c'est un pays replié sur lui-même, et cela non plus, nous n'en voulons pas.

Ils nous mentent, aussi, ceux qui nous disent qu'on ne peut rien faire, que c'est trop dur, qu'il faut renoncer, qu'il faut baisser les bras.

La vérité, c'est que la France n'est pas en déclin mais qu'effectivement, ils ont accumulé les déficits, et que cela rend les choses plus difficiles.

La vérité, c'est que oui, il faut produire avant de distribuer. Mais quand on a produit, alors il faut distribuer généreusement.

La vérité, c'est que les Français veulent de la transparence, et que les élites, dans notre pays, en ont peur, et que les démagogues en font leurs choux gras. Si nous voulons combattre ces démagogues, nous devons repousser la peur. Et pour repousser la peur, il faut accepter la transparence. Mais la transparence, mes amis, ce n'est rien d'autre que la vérité.

De l'autre côté, ils nous mentent aussi, ceux qui nous disent que tout est possible, ceux qui n'ont pas le courage de regarder le peuple français dans les yeux et de dire : « ça, ça va être difficile, et ça on ne peut pas le faire », et qui accumulent, programme après programme, toutes les promesses les plus inimaginables.

Ils nous mentent, enfin, ceux qui essaient de faire croire, notamment au peuple de gauche, qu'on pourrait ne rien faire, rester immobile, garder le *statu quo*, qu'il ne nous arrivera rien, alors que nous savons bien que nous devons être capables de bouger.

Et moi, ce que je leur dis, ce que je veux leur dire avec vous, c'est qu'il y a un chemin. Il y a un chemin que nous pouvons suivre. Il y a un chemin qui n'est pas de répéter ce que nous avons fait dans les années 1960, dans les années 1970, ni même dans les années 1990. Il y a un chemin aujourd'hui, qui est différent. Ce chemin, nous pouvons le prendre ensemble. Ce chemin, c'est celui que la gauche a toujours tracé, dans des périodes différentes, avec des instruments différents. Ce chemin-là est aujourd'hui à notre portée.

Tant de mensonges ont fait que les Français sont aujourd'hui désorientés. Parce que c'est vrai : ils ont trahi leur mandat, ceux qui préfèrent sauver les intérêts de leur clan plutôt que les intérêts de la France ! Dans aucun pays autour de nous, dans aucune démocratie, une affaire *Clearstream* n'aurait laissé l'exécutif en place. Et si nous n'étions pas dans une République où les valeurs de la politique ont été à ce point dégradées, alors, d'un seul mouvement, les Français auraient refusé que ce gouvernement puisse demeurer.

Mais aujourd'hui, parce que ce mandat a été trahi, nous sommes dans cette situation où l'on a oublié que pour diriger, il faut être exemplaire. Que pour diriger, on ne peut pas gracier impunément quelqu'un parce que c'est un copain ! Que quand on prétend diriger, on ne peut pas partir les poches pleines, quand les caisses de l'entreprise sont vides !

Toutes les promesses non tenues de Jacques Chirac ont tué la politique dans notre pays. Elles ont nui, terriblement nui à la démocratie. Car aucun de ceux qui le suivent, aucun de ces grands patrons qui se sont aujourd'hui enrichis de façon inconvenante n'auraient osé le faire si le modèle n'était pas donné, tout en haut de l'Etat, de ce que l'on peut faire n'importe quoi et que l'on n'est jamais puni de rien.

Aujourd'hui, c'est Nicolas Sarkozy qui reprend le flambeau. Derrière la rupture, il annonce la France d'« après ». D'« après » quoi ? D'après Nicolas Sarkozy ! Parce que la France d'aujourd'hui, c'est bien celle que, patron du parti majoritaire, personnage le plus important des gouvernements successifs, il a lui-même construite ! Mais, voyez-vous, il n'est pas le dauphin de Jacques Chirac. Il en est

l'héritier. Il en a les pratiques. Il en a les comportements. Il en a les postures qui, souvent, tournent à l'imposture.

Parce que oui ! C'est de l'imposture de dire que les difficultés de l'économie française aujourd'hui relèvent des 35 heures, alors que cela fait quatre ans qu'ils sont au pouvoir ! Alors que l'échec de leur politique économique est patent ! Alors qu'au Danemark, en Allemagne, on travaille le même temps qu'en France ! Il n'y a pas d'exception française sur le temps de travail ; il y a une exception française sur l'incapacité depuis quatre ans à mener une politique économique qui garantisse et l'emploi, et le pouvoir d'achat !

Oui, c'est une imposture, comme il y a quelques jours à Agen, de proposer de supprimer les cotisations sociales sur les heures supplémentaires pour créer de l'emploi. La voilà, la belle affaire ! Si j'étais chef d'entreprise, et qu'on supprimait les cotisations sur les heures supplémentaires, alors je n'embaucherais personne ! Je ferais faire des heures supplémentaires. Comment est-ce que cela peut créer de l'emploi ? Cela va diminuer l'emploi ! Et cette gentille affaire, elle coûterait six milliards d'euros à la sécurité sociale, si elle était mise en œuvre. Mais elle coûterait plus encore ! Pourquoi ? Parce que si j'étais chef d'entreprise, et s'il y avait une telle pratique, et bien je paierais tout le monde au SMIC sur la base de son contrat, et le reste en heures supplémentaires pour arriver à n'importe quel niveau de revenu, et je paierais beaucoup moins de charges. Et donc une telle mesure, non seulement c'est moins d'embauches, mais c'est l'échec, le déficit définitif de la Sécurité Sociale ! Qui est irresponsable ? Qui raconte n'importe quoi ? Les socialistes dans leur projet ou le ministre de l'Intérieur, il y a quelques jours, à Agen ?

Oui, je vous le dis, c'est une imposture de dire que l'on veut supprimer les droits de succession dans notre pays. Aucun pays, aussi libéral soit-il, n'a accepté cette idée. Et aux Etats-Unis, qui sont quand même, me semble-t-il, le modèle du libéralisme, les plus grandes voix de l'économie s'élèvent pour dire : « non, il faut maintenir les droits de succession », parce que c'est la garantie de ce que c'est le mérite qui permet de réussir. Si on ne veut pas d'une aristocratie de l'argent, d'une aristocratie des héritiers, d'une aristocratie de la rente, alors il faut des droits de succession ! Mais Nicolas Sarkozy est bien plus à droite que tous les républicains américains, alors il dit : « je vais supprimer les droits de succession ». Pourquoi ? Parce que quelqu'un a dû lui souffler que cela serait populaire chez tous les Français. Il faut que les Français sachent qu'aujourd'hui, 89% des successions se font sans droits. Et donc les Français auxquels il parle, ce sont les 11% qui payent des droits de succession. C'est à eux qu'il s'adresse car, pour Nicolas Sarkozy, la France, c'est uniquement ces 11% de Français-là.

Et comme, là aussi, il y en a pour un peu plus de 8 milliards d'euros, au total, on est à 15 milliards d'euros, voilà déjà le tiers du projet du Parti socialiste qui est financé.

C'est une imposture, quand je l'entends nous dire qu'il se soucie du logement social, alors qu'il n'y a aucun crédit pour ce logement dans le département qu'il dirige, et qu'il n'y a que 3% de logements sociaux dans la ville dont il a été maire, à Neuilly.

C'est une imposture, lorsqu'il dit se soucier des crèches, alors que le conseil général des Hauts-de-Seine qu'il préside vient de refuser l'augmentation des crédits aux crèches !

Il en va de même pour les maisons de l'emploi et des jeunes, de même encore pour tout ce qu'il présente au pays comme étant ses projets. Là où il est à l'action, il fait le contraire. Il dit : « écoutez ce que je vous promets, mais ne regardez pas ce que je fais ». Voilà ce qu'est l'imposture !

Comme c'est une imposture de nous dire qu'il a résolu le problème de l'insécurité. Cette majorité a été élue – chacun s'en souvient ici – en 2002, par une sorte de hold-up dans les dernières semaines de la campagne. Et chacun se souvient de ce pauvre petit vieux – d'Orléans, je crois – dont on voyait rôtir les pieds, tous les soirs à la télévision, en boucle. Et aujourd'hui, après tant d'années passées au ministère de l'Intérieur, les dommages sur les personnes augmentent. Nous avons vécu la crise des banlieues la plus grave que notre pays ait jamais connue. Et qui osera dire, quel responsable d'association, quel maire, quel conseiller général, qui osera dire qu'aujourd'hui dans notre pays, la sécurité s'est améliorée ?

Et si toutes ces impostures sont possibles, c'est parce que Jacques Chirac, au cours de son septennat d'abord, de son quinquennat ensuite, a fait croire aux Français que l'on pouvait tout dire en politique et faire exactement le contraire.

C'est contre cela que nous devons avoir, dans tous les domaines, une exigence de vérité.

Il faut que nous l'ayons d'abord sur l'Europe. Oui, l'Europe est en panne, et elle en panne largement à cause de la France. La majorité des Français a choisi de repousser le traité, et le peuple est souverain : ce traité est mort. Mais il faut regarder les choses en face aujourd'hui. L'Europe est en panne sur des questions d'identité, car elle ne sait plus quel est son projet, quel est son modèle. Elle est en panne pour des questions de frontières, car personne n'est d'accord sur l'étendue future de l'Union. Elle est en panne sur des questions d'efficacité, car on voit bien que la promesse de l'emploi, du pouvoir d'achat, n'est pas là. Elle est en panne, on le sait aussi, sur des questions de démocratie : nombreux sont les Européens et les Français qui ne se satisfont pas d'une situation où beaucoup de décisions sont prises, aujourd'hui, au niveau européen, sans que l'appareil démocratique en place ne permette véritablement d'en garantir le cours que nous souhaiterions.

Alors, il faut répondre à cela. La vérité, c'est de dire d'abord que rien ne se fera sans la France. Rien ne se fera sans la France – non pas parce que nous aurions un rôle supérieur à celui des autres – mais parce que, dans l'histoire de l'Europe, rien ne s'est jamais fait sans la France. Pas la France seule ! La France avec les autres. La France souvent avec les Allemands, avec d'autres aussi. Mais quand la France n'y est pas, alors il ne se passe rien. Et comme depuis un an, depuis le 29 mai 2005, alors que c'était sa charge, le président de la République française a été incapable de proposer la moindre solution pour commencer à avancer, il ne se passe rien en Europe. Nous aurons perdu deux ans. Et donc, si nous voulons que cela reparte, si nous voulons que l'Europe redémarre, alors il faut que nous soyons capables, sur la base de la vérité de la situation, non pas de faire comme si tout allait bien comme

l'autre soir à la télévision, mais de dire : « voilà le chemin que nous voulons suivre pour continuer avec les autres à construire l'Europe ».

D'abord, satisfaire cette promesse de l'Europe, une promesse d'emploi et de pouvoir d'achat. Cela veut dire, effectivement, être capable d'avancer vers la coordination des politiques économiques. Mais là encore, cela n'existe que si la France est à la manœuvre. Si la France est déconsidérée, parce que son chef de l'Etat n'a plus la confiance de ses pairs, parce que ses ministres ne sont plus capables, dans les Conseils Européens, d'imposer leurs vues, personne ne pilote cette politique économique.

Et voilà pourquoi, aujourd'hui, il est juste de dire que la Banque Centrale Européenne est la seule sur le terrain. Mais cela n'est pas de sa faute à cette pauvre banque centrale ! C'est de la faute des responsables politiques qui, eux, sont absents ! Je veux que la gauche, revenue au pouvoir, rende à la France la force d'entraînement qu'elle a eue, dans le passé.

J'étais trop jeune pour voter pour le général de Gaulle – et sans doute, pour être honnête, n'aurais-je pas voté pour lui. Mais personne ne dira qu'il n'avait pas la capacité de conduire l'Europe sur ses rails et de tenir le rôle de la France. Je dirais la même chose de Georges Pompidou, même si son mandat a été écourté. Sans avoir d'affection particulière pour lui, je dirais la même chose de Valéry Giscard d'Estaing, qui a su faire en sorte que sur différents éléments, l'Europe avance, et que la France soit là. Et, évidemment, Mitterrand. Evidemment Mitterrand à Verdun, Mitterrand tenant la main d'Helmut Kohl. Evidemment Mitterrand dans sa volonté de construire l'euro. Cela restera dans l'Histoire.

Que restera-t-il, dans l'Histoire, du septennat et du quinquennat de Jacques Chirac ? J'entends « rien ». Non ! Il restera une bataille perdue sur la TVA des restaurateurs. Voilà le bilan de la France !

Il faut répondre à la question des frontières. Notre mission, notre vocation à nous, Français, est de faire en sorte que l'Europe englobe toute entière la Méditerranée. C'est là qu'est née notre civilisation. Et pour répondre à cela, il faudra avancer vers l'Europe politique. Nos camarades sociaux-démocrates, socialistes, Allemands, Italiens, Espagnols, attendent que les Français fassent des propositions pour venir les soutenir. Oui, l'Europe politique est l'instrument dont nous avons besoin pour avancer.

Mais tout cela n'est possible que si nous n'oublions pas l'Europe. Et je veux vous le dire ici : à aucun moment des mois qui viennent, *a fortiori* des années qui suivent, je ne veux oublier l'Europe. Je veux faire vivre l'Europe en France et la France dans l'Europe.

La vérité, aussi, sur les questions qui nous agitent beaucoup au sein du Parti socialiste, ces temps-ci, qui sont celles du chiffrage de notre programme. Monsieur Copé a dit qu'il y en avait pour 115 milliards. Mais monsieur Copé nous a montré à de nombreuses reprises que ses chiffres n'étaient jamais justes. Ni quand il annonce de la croissance – c'est toujours trop fort. Ni quand il annonce des déficits – c'est toujours trop faible. Je ne m'en remettrai donc pas à ses calculs. Le Parti socialiste

fournira bientôt son estimation. J'ai dit qu'il y en avait *grosso modo* pour 50 milliards d'euros. C'est à la fois beaucoup et à la fois c'est quelque chose que nous pouvons réaliser. Mais ce débat-là doit être un débat clair.

Il n'y a aucune raison que nous nous cachions. Il faut dire la vérité aux Français sur ce que notre projet signifie, en termes de politique économique, en termes de fiscalité, en termes d'économies aussi. Il faut dire la vérité sur bien d'autres domaines.

J'en prends juste un : celui de la croissance. La croissance, nous en aurons besoin. Nous en aurons besoin parce que, justement, c'est principalement elle qui permettra de financer ces dépenses. Mais, mes amis, 2007 n'est pas 1997. J'entends certains de nos camarades dire : « mais ça n'est pas compliqué, on a su faire en 1997, on refera pareil en 2007 ». Des économistes en culottes courtes, il y en a partout, même au Parti socialiste. La réalité, c'est que 2007 est très différent de 1997.

En 1997, la demande était trop faible, il fallait la relancer. Aujourd'hui, ça n'est pas principalement la demande qui fait problème.

En 1997, ce que les économistes appellent la « croissance potentielle » était forte. Aujourd'hui, elle ne l'est pas. Pourquoi ? Parce que la démographie n'est pas bonne, que le pays a vieilli. Parce que l'appareil de production n'a pas été suffisamment renouvelé au cours des années qui viennent de s'écouler.

En 1997, personne ne parlait de la Chine, aujourd'hui, tout le monde l'a à l'esprit. Nous avons besoin d'une politique totalement différente, d'une politique qui soutienne l'investissement. Une politique qui, massivement, dans la recherche, dans l'innovation, redonne à notre pays la place qui doit être la sienne. Cela n'a pas été fait depuis quatre ans, ce qui explique nos mauvais résultats.

Ne vous y trompez pas, mes amis, mes camarades. Je vous parle là de choses techniques. Mais tout notre projet en dépend ! Rien de ce que nous voulons faire, dans l'éducation, dans la santé, dans le logement ou dans la culture, ne pourra être réalisé si nous ne sommes pas capables de retrouver une croissance économique plus forte qu'aujourd'hui.

Rappelez-vous ce conseiller de Clinton, qui avait affiché dans son bureau une banderole. Il faisait ses discours, il préparait ses interventions, et sur la banderole, il y avait écrit : « it's the economy, stupid ! ». « N'oublie pas l'économie, imbécile ! ». Ça voulait dire quoi ? Ça voulait dire que chaque fois qu'il se tournait vers la banderole, il se rappelait qu'il avait des propositions à faire, mais qu'avant, il fallait qu'il réfléchisse à l'économie. Et qu'il réfléchisse à faire que l'économie fonctionne. Je fais mienne cette devise de Clinton, qui est que oui, nous avons des projets, des choses à réaliser ensemble, mais que nous ne saurons le faire que si nous sommes capables de remettre l'économie française sur ses pieds, comme on a su le faire – mais par des moyens différents – en 1997.

Mes amis, cela ne sera pas facile. Le risque est grand, il faut le mesurer. Au rythme actuel, si la droite devait gagner, et si elle devait continuer la politique qu'elle conduit, s'enorgueillissant de 2% de croissance, alors il faut savoir que dans dix ans nous ne

serions plus, en terme de revenus par habitants, parmi les grands pays industrialisés. Nous serions à mi-chemin entre les Etats-Unis et la Turquie.

Le risque est là. Ce risque, il n'est pas fantomatique. Il est réel. Nous sommes aujourd'hui sur le fil du rasoir. Et seule la gauche est capable de relancer l'économie de notre pays pour faire en sorte que nous retrouvions, pour demain, les emplois et le pouvoir d'achat de nos enfants.

Il ne faut pas se le cacher : ce sera difficile. La dette qui nous est laissée est lourde. Les déficits doivent être réduits. Note politique devra être une politique courageuse. Ne croyons pas une seule seconde que ceux qui viennent nous dire : « mais cela n'est pas grave, cela viendra tout seul » nous apportent la solution. Nous devons dire la vérité au pays. La vérité, c'est que la droite a mis l'économie française dans une situation grave. Certes, pas désespérée. Mais grave quand même. Et que c'est d'abord à cela qu'il faut être capable d'apporter un remède.

Si nous sommes capables de faire cela, alors nous serons capables de construire une France nouvelle. Et une France nouvelle, c'est une France plus généreuse.

La France, ma France, est une France généreuse. Une France qui n'accepte pas qu'il y ait de si bas salaires. Qui n'accepte pas que la solidarité soit juste un mot pour les jours de fêtes. Qui n'accepte pas que, dans la même entreprise, celui qui se prépare des retraites avec des millions d'euros soit en même temps là, à rechigner sur les augmentations minuscules qu'il accorde à ses plus bas salaires.

La France, ma France, celle que je veux, c'est une France où nous serons capables, en organisant une conférence des revenus, de faire en sorte que les plus bas salaires dans notre pays soient effectivement relevés.

La France, ma France, est une France généreuse. Une France qui s'occupe de sa jeunesse. Qui ne laisse pas les jeunes rouiller au pied des tours. Qui ne les enferme pas dans le triptyque que la droite leur a réservé, qui consiste d'abord à précariser, ensuite à surveiller et enfin à punir ! Alors que c'est bien sûr dans la jeunesse que l'on trouve la générosité à laquelle je faisais appel tout à l'heure. Cette jeunesse qui s'investit dans les associations, dans les ONG. Cette jeunesse qui est capable de s'enflammer – comme est capable de s'enflammer tout le pays – à l'image de l'équipe de foot qui a gagné hier et qui – vous en êtes tous convaincus j'espère – gagnera encore samedi.

La France, ma France, est une France généreuse. Une France qui sait que l'on doit lutter contre l'immigration clandestine. Mais qui sait aussi que, pour lutter contre l'immigration clandestine, il faut lutter contre les passeurs de clandestins, les employeurs de clandestins, les logeurs de clandestins, et pas avant tout contre leurs victimes !

Ma France, c'est une France qui n'acceptera pas que ces enfants aujourd'hui scolarisés chez nous soient, dans quelques jours, au petit matin, emportés, transportés, déplacés. C'est une France qui sait reconnaître les droits de l'homme. Et même si ces enfants sont dans des familles en situation illégale, même s'il faut lutter contre l'entrée de clandestins dans notre pays, à aucun moment nous n'avons le

droit, nous, de refuser ce que les droits de l'homme imposent à l'égard de ces gosses et à l'égard de leurs parents !

Le ministre de l'Intérieur, il y a deux jours, à l'Assemblée Nationale, se tournant vers les socialistes, disait : « oui, mais, laisser sur notre territoire ces enfants et leurs parents, certes c'est républicain, mais c'est irresponsable ». Et bien moi je lui dis, devant vous, ce qui est irresponsable aujourd'hui, c'est de porter atteinte encore une fois à ces droits de l'homme en touchant le moindre cheveu de la tête de ces enfants !

La France, ma France, est une France généreuse. C'est une France qui, comme la gauche l'a toujours dit mais pas toujours fait, se préoccupe de ceux qui sont sur son sol, mais se préoccupe aussi des autres, et notamment de ceux du Sud.

Nous avons, nous Français, parce que nous sommes riches, même s'il y a d'immenses inégalités dans notre pays, et parce que nous sommes français, une responsabilité particulière à l'égard des pays du Sud, en particulier des pays africains. Nous y avons une responsabilité particulière, parce que la puissance coloniale en est partie en laissant derrière elle un désastre démocratique et un désastre économique. Et cette France généreuse, elle doit être capable de remplir la promesse de François Mitterrand à Cancun. Cette promesse, la gauche l'a mieux tenue que la droite au cours de ces vingt dernières années – mais elle l'a insuffisamment tenue.

J'ai adhéré au Parti socialiste, il y a trente ans de cela, sur la base d'un discours de François Mitterrand qui appelait au développement du Sud et qui appelait à la solidarité. Et bien cet idéal-là, je ne l'ai pas perdu ! Et je veux qu'une France, redevenue LA France, redevenue généreuse, reprenne ce drapeau et soit parmi les premiers à aider, à construire, à faire en sorte que le développement du Sud ne soit pas simplement un sujet de conférences, mais une réalité pour la vie de tous les jours de millions, de centaines de millions d'enfants africains.

Pour construire cette France, je vois quatre piliers. Un dont j'ai beaucoup parlé, et dont je ne parlerai pas ce soir. Deux pour lesquels je trouverai une autre occasion de m'adresser à vous. Et un que je veux développer maintenant.

Celui dont j'ai beaucoup parlé, c'est le pilier de l'éducation. J'en ai beaucoup parlé depuis deux ans. J'en ai tellement parlé que, à force, ça a fini par rentrer dans le projet de notre parti. Et quand on y retrouve aujourd'hui des projets comme le service public de la petite enfance, je trouve la traduction concrète de concepts que j'ai développés sur l'égalité réelle, sur la capacité d'aller au cœur, là où se créent les inégalités, pour mieux les combattre. Quand j'entends certains dirigeants – dirigeantes – du Parti socialiste, dire qu'il faut attaquer les inégalités à la racine, je ne suis pas jaloux, je suis ravi. C'est que les idées que j'ai essayé de faire avancer ont fini par rentrer dans les esprits. Et donc, de cette question-là, je ne parlerai pas ce soir.

Les deux piliers suivants : d'abord, celui de la démocratie. J'ai dit tout à l'heure combien elle était malade. Il ne suffit pas de faire le diagnostic. Il faut le traiter. Je ne le ferai pas ce soir, mais on voit bien que nos institutions ont besoin d'être rénovées et pour moi – je l'ai déjà dit – la clé passe par le mandat unique. C'est là que nous

avons des parlementaires susceptibles d'avoir un pouvoir de contrôle sur l'exécutif et s'il faut renforcer les pouvoirs du Parlement, c'est bien par là que cela passe. Mais nos institutions, c'est aussi l'évolution de la décentralisation et du rapprochement des lieux de pouvoir vers les citoyens. C'est aussi la question de la sécurité. Je m'exprimerai sur ce sujet.

L'autre pilier, que je ne fais qu'évoquer ce soir d'un mot, le troisième, est un sujet que curieusement je ne vois pas beaucoup traité dans le débat français et qui est pourtant décisif pour notre avenir. C'est la question de l'énergie.

Aujourd'hui, toute la face du monde est en train d'être modifiée par la question énergétique. L'après pétrole est en train d'être préparé. La présence de la Chine et de l'Inde sur le marché, où elles n'étaient pas avant, a fait flamber les cours. Chacun voit bien ce qui se passe, en matière de prix, comme en matière de quantités. La dépendance du monde entier à l'égard du Moyen-Orient oblige à remettre en cause notre conception de l'énergie pendant tout le siècle passé.

Mais au-delà, cela remet en cause les modèles même de développement. Aujourd'hui on ne le voit pas. Demain, ça crèvera les yeux. Le modèle américain va être amené à changer. Il va s'europaniser, il va se rapprocher des modèles européens, être moins polluant, moins consommateur d'énergie, tout simplement parce qu'il sera obligé, comme les autres, de préparer l'après-pétrole.

Et pour nous, ça veut dire quoi ? Ça veut dire que l'Europe redevient un modèle. Ça veut dire aussi que son ardente obligation, c'est de continuer à montrer la voie en étant, en matière d'environnement, toujours un cran en avance. Cela veut dire enfin qu'elle doit être capable, notamment en direction de la Russie, d'assurer la sécurité de ses approvisionnements. C'est un des grands sujets des années qui viennent. Un sujet majeur pour notre développement. C'est un sujet qui doit être dans le cœur du débat politique.

Ce dont je veux vous parler ce soir, en quelques minutes, c'est du quatrième pilier. Il me paraît essentiel pour une France généreuse. Et ce pilier, ce n'est rien d'autre que la vie.

La vie. Pas la vie quotidienne, encore que ça touche à la vie quotidienne de chacun. Mais la vie, tout simplement. La survie des uns, et des autres. Ce que nous sommes capables de construire. Ce que nous sommes capables d'imaginer. A l'occasion de ce débat sur l'élection présidentielle, et donc de l'orientation que notre pays doit choisir. Ce que nous sommes capables d'imaginer sur ce qui fait la vie de chacun d'entre vous. Les questions de santé. Les questions de vieillissement.

Il y a des sujets qui sont dans l'actualité. L'alimentation, par exemple. On a cru que ce problème, chez nous, était réglé par l'économie de marché. On voit bien aujourd'hui qu'il n'en est rien. On voit bien que la planète entière, et la France aussi, est menacée d'épidémie d'obésité. On voit que cela vient d'une alimentation trop riche, d'une alimentation trop grasse, d'une alimentation trop sucrée. On voit bien que c'est largement entraîné par la pression qu'exercent les industries agro-alimentaires puissantes, dans le domaine des sodas, dans le domaine des hamburgers. On voit bien que ce sont les plus pauvres qui en souffrent le plus, car

ce sont eux qui sont, évidemment, le plus susceptibles de suivre ces prescriptions. On voit bien que c'est tout notre mode de vie qui est en train de changer aujourd'hui.

On voit aussi ce qu'il faut faire. On voit qu'il faut que l'on s'adresse aux industries agro-alimentaires en leur imposant de produire et de promouvoir des biens alimentaires qui soient mieux équilibrés pour la santé de chacun. On voit bien qu'il faut réviser la Politique Agricole Commune, et arrêter de ne satisfaire que les besoins des producteurs pour s'orienter enfin vers ce dont ont besoin les consommateurs. Cela veut dire plus de soutien aux agricultures méditerranéennes, moins aux céréales. Cela veut dire plus de soutien aux fruits et légumes.

Vous voyez que par un petit sujet, qui a l'air d'être celui de la ménagère, on touche à l'organisation même de notre système. Et oui, nous devons revenir sur cette question de l'alimentation, car il y va de tout notre modèle de développement.

Comme nous devons revenir sur la question de la santé au travail. Aujourd'hui, les accidents du travail se multiplient. Dans bien des entreprises, les désastres, notamment dans le domaine musculo-squelettique, se multiplient. Aujourd'hui, la médecine du travail doit être une priorité de la santé publique. On le doit parce que les désastres se multiplient. On le doit surtout parce que, si l'on veut que notre appareil de production fonctionne, si l'on veut qu'effectivement les seniors, dont on nous qu'ils doivent travailler plus longtemps, le puissent effectivement, il faut que l'on s'occupe vraiment, pour la première fois peut-être de notre histoire, de la santé.

Non pas seulement pour chacun, pour soi, mais de la santé collective. Il faut que l'on revoie notre modèle de développement parce que le vieillissement est là, chacun en a entendu parler. Peut-être ne mesurez-vous pas tous quelle césure cela va introduire dans notre vie, dans les années qui viennent. Jamais l'histoire de l'humanité n'a connu une telle rupture en si peu de temps !

Il n'y a pas une famille, aujourd'hui, où il n'y ait pas une personne qui ait 80 ans, 85 ans. Quand elles ont un peu de moyens, elles arrivent encore à s'en sortir – tout juste. Quand elles ont peu de moyens, c'est la détresse, car aujourd'hui nous ne sommes pas équipés, ni pour financer, ni pour aider ces familles-là. C'est la réalité de demain, dans quelques années, pour des millions de foyers français.

Et s'il y a le vieillissement, il y a aussi les jeunes. C'est au mois de janvier que je proposais de faire en sorte que la couverture maladie soit gratuite pour les jeunes d'âge scolaire, en dessous de seize ans. Cela veut dire les problèmes dentaires réglés, les problèmes de vision résolus. Tout cela, me direz-vous, est-ce que ce sont des questions du niveau d'une élection présidentielle ? Oui ! Ce qui est du niveau d'une élection présidentielle, c'est que nous devons choisir notre modèle de développement et notre modèle de développement, celui que je vous propose sur ce quatrième axe que j'évoque à l'instant, c'est de choisir la vie. De choisir de faire en sorte que tout ce que nous pourrions consacrer à ce domaine lui soit dévolu.

D'abord, parce que c'est le soutien de la croissance. Tout à l'heure, je vous parlais de l'après-pétrole. Le modèle américain du pétrole, beaucoup d'entre vous le savent, c'est le « Big Oil » et le « Big Three ». Le « Big Three », ce sont les trois grands

fabricants d'automobiles. Le pétrole et l'automobile. On va sortir du pétrole. Mais on va aussi sortir de l'automobile !

Ce qui a été le moteur principal de la croissance du XXème siècle va céder la place aux industries de santé, à la biologie, à la génétique. Le moteur de la croissance des cinquante ans qui viennent est là. Nous ne devons pas chercher à limiter les dépenses de santé. Il faut que la part des dépenses de santé dans le PIB augmente. Là se trouve la source de la croissance. C'est le domaine de la recherche. C'est le domaine de l'innovation. C'est le domaine aussi où il nous faut réfléchir à des questions éthiques.

C'est un domaine dans lequel la vie, le choix d'un modèle où le développement n'est plus centré uniquement sur les biens matériels, mais sur les personnes, doit être le choix des socialistes. Aujourd'hui, 40% de l'emploi dans notre pays est consacré à des personnes qui s'occupent du corps d'autres personnes. Ce chiffre sera amené à augmenter. La croissance de demain se fera largement autour de ces questions, qui sont les questions de la vie.

Et vous me direz : « il faut pouvoir le financer ! ». Oui, mais là on touche l'autre aspect, qui est celui de l'assurance-maladie. Là aussi, la droite laisse les comptes de l'assurance-maladie dans un état désastreux. Bien sûr, il va falloir se donner les moyens de redresser ces comptes, car on sait bien quelle est la stratégie de la droite : un déficit de l'assurance-maladie, c'est la voie ouverte vers la privatisation. Mais nous ne voulons pas de cette privatisation. Nous voulons une société qui protège, nous voulons une société qui apporte à chacun, compte tenu de l'état de la science du moment, les soins et le réconfort auquel il a droit.

J'étais, il y a quinze jours, dans une maternité. Et je voyais deux nouveaux-nés jumeaux, un peu prématurés. Je les voyais, tout bardés d'électrodes, et de tuyaux pour les nourrir. Et j'étais fier. J'étais fier d'être dans un pays dans lequel hier, avant-hier en tout cas, on n'aurait peut-être pas pu leur apporter les soins dont ils avaient besoin. J'en étais fier, parce que c'est mon pays. J'en étais fier parce que c'était mon système de santé. J'en étais fier, un peu, aussi, parce que ce sont mes petits-fils.

Si on veut que demain, partout en France, l'égalité des soins soit respectée, alors oui, cela veut dire que nous devons faire des choix. Celui d'un modèle de développement différent, dans lequel les efforts que nous consacrerons à la vie, des plus jeunes, des plus vieux, seront beaucoup plus importants que ceux d'aujourd'hui. Et cela veut dire que dans d'autres domaines, il faudra accepter, à l'inverse, des sacrifices.

Ma conviction, c'est que nous avons là un chemin différent à choisir. Tout à l'heure, j'ai peu parlé d'éducation, de démocratie, d'énergie. Ces trois sujets sont aussi importants. Et je voulais, ce soir, vous montrer qu'un autre monde est possible. Un autre monde que celui dans lequel nous avons vécu au cours des cinquante dernières années. Un autre monde que celui dans lequel chacun considérerait les problèmes de santé comme un problème individuel. C'est un problème qui doit être aujourd'hui l'objectif de la société. Voilà ce que cela veut dire, une France plus généreuse.

Et quand on aura compris que ce que nous demandent les pays en développement, c'est justement moins de les aider en leur donnant de l'argent, mais de les aider en traitant les problèmes de santé qui sont les leurs, et notamment les problèmes d'épidémie. Quand on aura compris comment l'Europe, et la France à sa tête, peut aider au développement en faisant en sorte qu'en effet, contre les lois traditionnelles de la propriété intellectuelle, les médicaments génériques puissent être suffisants dans les pays africains, pas seulement contre le sida, mais contre d'autres épidémies aussi, alors on aura trouvé la cohérence. La cohérence de ce qu'est une France qui se retrouve, une France qui est généreuse.

Mes amis, voilà à quoi je vous invite : une exigence de vérité pour une France plus généreuse.

Pour cela, il faut gagner les élections, bien sûr. Mais il faut aussi gouverner. Vous me direz : « cela va de soi ! Gouverner, c'est facile ». Non, gouverner, ce n'est pas facile. Au cours des vingt-cinq dernières années, nous avons, nous la gauche, gouverné quinze ans. Pourquoi seulement quinze ans ? Parce que chaque fois, après cinq ans au pouvoir, les électeurs, nos électeurs, nous ont dit qu'ils ne voulaient pas que nous continuions. Nous avons été élus en 1981, et battus en 1986. Nous avons été élus en 1988, et battus en 1993. Nous avons été élus en 1997, et battus en 2002.

Et moi, je ne veux plus d'une gauche qui, systématiquement, arrive au pouvoir en convainquant les électeurs de voter pour elle, et qui, cinq ans après, se voit rejetée par ceux-là même pour lesquels, pendant cinq ans, elle pensait avoir travaillé. Je ne le veux plus, pas parce qu'il y aurait chez moi, ou chez d'autres, ou chez vous, une quelconque soif du pouvoir, mais parce que nous sommes des réformistes. Et les réformistes ont besoin de temps pour que les réformes se mettent en place.

Si nous gagnons en 2007, nous créerons le service public de la petite enfance. Mais pour qu'il apporte ses résultats, évidemment, il faudra des années. Faute de quoi la droite aura beau jeu, si elle revient au pouvoir en 2012, de dire : « tout cela, ça ne sert à rien ! ». Nous sommes des réformistes. Nous savons qu'il faut du temps pour que les réformes soient à l'œuvre. Et quand je regarde autour de nous, partout en Europe, les gouvernements sociaux-démocrates, ils gagnent les élections, et puis ils les regagnent, et parfois ils les gagnent une troisième fois. Nous les regardons parfois avec des regards pleins de dédain, parce que la vraie gauche, c'est nous. Eux ne font que gagner les élections. Mais il n'y a pas de gauche qui ne transforme pas la réalité ! Ceux qui ne veulent pas venir au pouvoir, comme souvent l'extrême gauche dans notre pays, ceux qui viennent au pouvoir mais qui ne se mettent pas en situation de pouvoir le garder, ceux-là ne sont pas la vraie gauche !

La vraie gauche, c'est celle qui transforme la réalité. Celle qui reste au pouvoir le temps nécessaire pour cela. Et celle, donc, qui a l'éthique de retourner devant ses électeurs en étant convaincue qu'ils la reconduiront. Car le contrat qu'elle passe avec les électeurs, c'est bien celui-là. On leur passe un contrat en leur disant : « voilà ce que nous allons faire pendant cinq ans ». Et si, au bout des cinq ans, ils vous jettent, c'est qu'ils considèrent que vous n'avez pas rempli ce contrat. Quand cela arrive une fois, ça peut être un malentendu. Quand cela arrive deux fois, c'est trop, et quand c'est trois, c'est inacceptable !

Il faut donc gouverner, et il sera difficile de gouverner. Mais, pour avoir une chance de gouverner et de réussir, il faut que nous disions la vérité pendant la campagne. L'exigence de vérité est aujourd'hui nécessaire pour des raisons éthiques. Mais elle est aussi nécessaire parce que c'est à cette condition que la gauche peut reconquérir la confiance que le peuple lui a refusée par trois fois au cours des vingt-cinq dernières années.

Voilà ce à quoi je vous invite. Voilà ce pour quoi je vous tends la main. Voilà ce que je veux faire avec vous : construire dans notre pays une gauche capable de rester en place – bien sûr, un jour, l'alternance joue, et c'est bien normal ! – mais de rester en place suffisamment pour que ses projets se réalisent et que le monde soit transformé. Car ce que nous voulons, aujourd'hui comme dans les années 1970, c'est changer la vie.

Et moi, ce que je veux, c'est changer votre vie.

Mes amis, aujourd'hui, nous partons ensemble pour six mois d'abord, pour six mois ensuite, pour cinq ans après. Nous partons, parce que nous voulons changer les choses. Nous partons, parce que nous voulons une France plus généreuse. Nous partons parce que nous savons que le seul chemin pour y parvenir, c'est le chemin de la vérité.

Et c'est la seule chose que, véritablement, ce soir, je puisse vous promettre.